

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/04/17/elections-europeennes-sur-le-climat-les-candidats-se-divisent-sur-la-question-cruciale-des-contraintes_6228343_823448.html

Elections européennes : sur le climat, les candidats se divisent sur la question cruciale des contraintes

A l'occasion d'un débat lancé par le think tank Shift Project, à Angers, les principales têtes de liste - à l'exception de Jordan Bardella - pour le scrutin du 9 juin ont confronté leurs points de vue sur l'élaboration de la transition.

Par Matthieu Goar

17 04 2024

La thématique du climat et de la transition écologique n'est pas totalement absente de la campagne des élections européennes. Mais, contrairement à 2019, elle est soit largement occultée par les questions de géopolitique et de défense liées à la guerre en Ukraine et à Gaza, soit instrumentalisée par l'extrême droite climatosceptique, comme lors de la crise agricole.

Pour confronter les candidats à cet enjeu majeur, le Shift Project, un think tank qui milite pour la décarbonation de l'économie, a réuni, mardi 16 avril, à Angers, cinq têtes de liste (Valérie Hayer pour le camp présidentiel, Marie Toussaint pour Europe Ecologie-Les Verts, Manon Aubry pour La France insoumise, François-Xavier Bellamy pour Les Républicains, Raphaël Glucksmann pour le Parti socialiste et Place publique) ainsi que Jean-Philippe Tanguy, député Rassemblement national de la Somme, chargé de représenter Jordan Bardella, le président du parti et tête de liste, qui avait encore une fois évité la confrontation.

Un débat attendu par les acteurs de la cause climatique et par les experts à moins de deux mois du vote prévu le 9 juin. « *Sur le climat, le clivage de cette élection est entre ceux qui pensent que la transition est obligatoire et devra être encore une priorité et ceux qui la voient comme quelque chose d'accessoire, avec en filigrane un enjeu fondamental : la mise en œuvre du Pacte vert européen* », synthétise Nicolas Berghmans, responsable Europe au sein de l'Institut du développement durable et des relations internationales.

« Culpabiliser la vieille grand-mère »

Conséquence du précédent scrutin de 2019, qui avait eu lieu après les grandes marches pour le climat de la jeunesse dans de nombreux pays, l'Union européenne (UE) a lancé en décembre 2019 son Green Deal, le Pacte vert, qui prévoit toute une série de mesures pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990 et englobe aussi des objectifs de protection de la santé et de l'environnement.

Mardi soir, sans vraiment se répondre, les candidats ont exprimé des visions différentes sur les normes et les contraintes. Par exemple sur l'interdiction de la vente de véhicules neufs à moteur thermique en 2035. « *On veut culpabiliser la vieille grand-mère qui va acheter le pain avec sa 206 plutôt que d'interroger la mondialisation* », a attaqué M. Tanguy, tonnant contre « *ceux qui se donnent bonne conscience tout en allant en week-end à Marrakech* ». Comme un parfait résumé de la stratégie d'une grande partie des europhobes qui dénoncent une « *écologie punitive* » prétendument imposée par Bruxelles et les élites pour tenter de rallier le vote populaire.

Face à cette poussée populiste qui traverse de nombreux pays, la gauche soutient ces mesures destinées à faire évoluer les comportements. « *Nous refusons l'idée qu'il faudrait détricoter les*

normes, nous pensons au contraire qu'il y a d'autres règles à adopter, notamment sur le poids des véhicules », a répondu M. Glucksmann. Une position similaire aux deux autres listes de gauche qui prônent l'interdiction des trajets aériens lorsqu'une alternative en train de moins de quatre heures existe, telle Manon Aubry, ou sont totalement en phase avec le développement massif des énergies renouvelables en France, comme Marie Toussaint. « *Nous n'avons pas le temps de redéployer des installations nucléaires* », a assumé la candidate écologiste alors que l'UE prévoit un objectif de 42,5 % de renouvelable dans son mix énergétique en 2030. Un seuil très loin d'être atteint par la France.

Sur ces évolutions, M. Bellamy, allié à de nombreux partis du Parti populaire européen qui ont bloqué beaucoup de textes du Pacte vert depuis quelques mois, repousse l'idée des contraintes trop fortes sur les citoyens ou les industriels. « *Le 100 % électrique est une aberration, le continent européen va ressembler à Cuba avec des véhicules hors d'âge* », a-t-il affirmé, décrivant une Union européenne qui se mettrait « *entre les mains* » de la Chine et négligerait l'innovation : « *Nous aurons certainement des avions à hydrogène.* »

Taxation des superprofits

Au milieu de cette opposition politique majeure qui traverse les débats sur l'environnement depuis des années, Mme Hayer arpente une voie médiane favorable aux industriels, préférant des incitations aux interdictions. « *Il faut les deux jambes, de la sobriété et du soutien à l'innovation. On ne peut pas se baser uniquement sur des changements comportementaux* », a-t-elle estimé. Depuis quelques jours, la candidate macroniste dévoile peu à peu un « pacte bleu », pensé à la fois pour défendre les pêcheurs et « *mettre fin aux pollutions plastiques dans l'eau à l'horizon 2035* », selon ses mots dans [Ouest-France](#), dimanche 14 avril.

Pour freiner la montée du ressentiment contre ces évolutions, l'un des chantiers de la prochaine mandature européenne sera le financement de cette transition à l'échelle de l'UE. Dans [une étude publiée le 21 février](#), l'Institut de l'économie pour le climat calculait que le déficit d'investissement européen dans le domaine du climat s'élève à 406 milliards d'euros par an. Une priorité si l'UE veut atteindre la neutralité carbone en 2050 sans se laisser un peu plus distancer par la Chine et les Etats-Unis tout en accompagnant les citoyens. Sinon, « *nous aurons une insurrection contre les normes* », a prédit M. Glucksmann.

Alors que les listes de gauche se prononcent pour une taxation des superprofits, des plus gros patrimoines et pour un creusement de « *la bonne dette, celle qui prépare l'avenir* », selon Mme Toussaint, la droite française s'y oppose fermement. « *S'il suffisait de créer des impôts, des taxes ou des emprunts pour sauver la planète, la France serait un paradis écologique, en réalité c'est un enfer fiscal* », a cinglé M. Bellamy. Attaquée sur les économies décidées par l'exécutif, Mme Hayer a défendu le plan de relance ou la taxe carbone aux frontières, tout en conditionnant fortement l'idée d'une taxation des milliardaires : « *Je suis d'accord pour aller taxer les ultrariches sauf que je voudrais bien qu'ils restent en Europe. Il y a un risque qu'ils aillent aux Etats-Unis ou à Dubaï, la réflexion doit se faire au niveau mondial.* » Un des nombreux sujets sur lequel la physionomie du nouveau Parlement sera déterminante.

Matthieu Goar